

Initiatives ministérielles

les parents vivent de l'aide sociale risquent d'avoir des difficultés à l'école 1,4 fois plus que les autres garçons du même groupe d'âge. C'est ahurissant. Près du tiers des enfants dans les logements sociaux—soit généralement des enfants d'assistés sociaux—ont des problèmes psychiatriques, contre un sur sept chez les autres enfants. Plus de 40 p. 100 des enfants de 12 à 16 ans—on parle d'enfants ici, donc de la société de demain—qui vivent dans des logements sociaux, réussissent moins bien à l'école que les autres.

Pensez-y. Nous les handicapons, et ce, avant même qu'ils comprennent le rôle qu'ils devront jouer comme jeunes adultes puis comme adultes dans la société.

Une voix: C'est criminel!

M. MacDonald (Dartmouth): Ou presque. Mon collègue de Broadview—Greenwood, qui a toujours su exposer clairement à la Chambre les problèmes de focalisation du gouvernement, sera d'accord avec moi.

Au lieu de pénaliser ces adultes et ces enfants qui n'ont pas choisi d'être pauvres, il faudrait un effort concerté de la part du Parlement, de la population et des entreprises. Il ne s'agit pas d'accorder plus d'aide sociale. Il ne s'agit pas de fouetter ceux qui ont des problèmes, mais plutôt de les aider à trouver du travail. Si nous pouvons déployer l'effort nécessaire pour briser le cycle de la pauvreté et redonner de l'intégrité et du respect aux plus bafoués d'entre nous, alors peut-être que le gouvernement n'aurait pas à s'en faire. Malgré la mauvaise gestion dont il fait preuve, il pourrait peut-être réussir à juguler le déficit.

Si nous redonnons du travail aux Canadiens et leur enseignons à retirer de la fierté de leur travail, ils pourront de nouveau rêver au jour où ils amélioreront leur sort et apercevront la lumière au bout du tunnel. À l'heure actuelle, dès qu'ils ont une lueur d'espoir, le gouvernement propose une satanée mesure législative, comme le projet de loi C-32, dans laquelle on leur répète essentiellement ce qu'on leur a déjà dit: «Si vous êtes pauvres, tant pis. De toute façon, vous ne votez pas. Le saviez-vous? Les pauvres ne votent pas.» On a tous entendu cette affirmation. J'imagine qu'ils sont trop occupés à trouver un moyen pour payer leur loyer et habiller leurs enfants.

J'osais espérer que le gouvernement revienne du congé des Fêtes un peu plus sage et qu'il se demande à quoi sert le projet de loi C-32. Il plafonne le taux de croissance des contributions du gouvernement fédéral aux program-

mes d'aide sociale dans trois provinces, les provinces qu'il considère les plus riches. Mais bon Dieu, qu'il se réveille. L'Ontario devient rapidement une des provinces démunies du pays.

Je le répète, comment peut-on pour l'amour de Dieu distinguer une famille pauvre d'une autre famille pauvre? Que vous soyez pauvres à Terre-Neuve en ne touchant que 10 000 \$ par année ou que vous soyez pauvres à Willowdale, ou encore à Vancouver, avec un salaire de 10 000 \$ par année, il reste que vous êtes pauvres. On a décidé, pour une raison quelconque, qu'on ne nous aiderait plus comme on le faisait auparavant, parce que vous vivez dans le sud de l'Ontario ou en Colombie-Britannique ou en Alberta, même si les paiements augmentent. On a décidé de confier cette responsabilité aux gouvernements provinciaux.

Cela paraîtra étrange venant de la bouche d'un Canadien de l'Atlantique, mais je vais quand même vous dire ceci: on entend des blagues au sujet du Canada atlantique dans le reste du pays, mais, dans notre région, c'est l'Ontario qui est la cible de nos blagues. Soyons sérieux ici. La nouvelle coalition gauche-droite, c'est-à-dire le gouvernement néo-démocrate à Queen's Park et le gouvernement conservateur d'en face, a fait presque l'impossible: elle a pris une économie qui était très prospère il y a deux ans et demi et non seulement elle l'a ralentie, mais elle l'a détruite. On littéralement tué l'économie de l'Ontario.

L'esprit de libre entreprise a été anéanti en Ontario. Mis ensemble, divers facteurs, comme les taux d'intérêt élevés imposés par le gouvernement fédéral il y a deux ans, la TPS qui a réduit à néant la confiance des consommateurs, l'Accord de libre-échange et, enfin, un gouvernement ontarien qui n'a pas hésité à accroître le déficit de 10 milliards de dollars, ont détruit la principale économie au Canada qui permettrait à notre gouvernement fédéral de fonctionner et nous permettrait d'avoir des programmes de péréquation et des paiements de transfert. Il faut reconnaître que, par la grâce de Dieu, l'Ontario a été, au cours des quelques dernières années, la puissance économique de notre pays.

Je suis choqué de voir qu'on détruit l'économie de l'Ontario. À mon avis, c'est le premier ministre du Canada qui est aux commandes du buteur. Je ne sais pas exactement si Bob Rae aide ou nuit à l'économie de l'Ontario, mais celle-ci est en sérieuse difficulté. Le fait que le gouvernement ne reconnaisse pas que c'est inac-